

Samedi 28 novembre – 14 h 30 Paris

Rassemblement national

pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements à l'Assemblée Nationale

Ils peuvent bien raconter tout ce qu'ils veulent : les travailleurs de ce pays connaissent la réalité : les plans de licenciements continuent à tomber à un rythme infernal. 600 000 emplois ont été perdus dans ce pays durant l'année 2009. C'est ce que prévoit l'INSEE. **Jusqu'à quand cela va-t-il durer ?**

Pour eux, c'est clair : « *Nous avons pour dix à douze mois de montée du chômage devant nous* » déclare le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

En France, la patronne du MEDEF, Laurence Parisot, affirme que « *les dépôts de bilan des PME* » risquent de se traduire par « *la destruction de centaines de milliers d'emplois* ».

Pour tous les travailleurs, pour la famille, pour toute la population, c'est tout aussi clair, il faut que cela s'arrête, il faut que soient interdits les licenciements.

Dans tout le pays, militants, travailleurs et jeunes s'interrogent : pourquoi malgré les mobilisations des travailleurs, on ne parvient-on pas à arrêter les licenciements ?

A l'initiative d'une rencontre tenue à Puteaux début septembre avec les délégués de 61 entreprises, des conférences départementales pour l'unité pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements ont été convoquées dans 52 départements. Un débat intense et une recherche se développent :

- « *Dans les usines on combat. Alors qu'est-ce qu'on peut faire de plus ? L'interdiction de licenciements, c'est un mot d'ordre souhaitable, dans mon usine Vedior-Randstad, sur 542 salariés, il reste 150 personnes dont l'avenir est très incertain.* »
- « *La base demande l'unité d'action. Comme syndicalistes, on subit les lois. Aussi, on s'adresse aux politiques. Il est important que les dirigeants politiques voient des salariés qui revendiquent l'interdiction des licenciements et s'organisent cela. On peut faire bouger les choses et les faire changer là-haut.* »
- « *Nous sommes réunis en rencontre départementale, militants du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti ouvrier indépendant, du NPA, du Parti de Gauche d'autres sensibilités politiques, syndicalistes de toutes tendances, élus, car nous avons une revendication commune : marche unie pour l'interdiction des licenciements. Mais cette unité qui se tisse et se renforce, à la base, dans notre département comme dans tous les départements, n'a pas pour l'instant trouvé son équivalent au plan national. C'est incompréhensible.* »
- « *Au moment où Nicolas Sarkozy propose que se tiennent des Etats généraux de l'industrie dans le but avoué d'essayer d'associer les syndicats ouvriers à l'accompagnement des licenciements, il faut dire clairement que l'arrêt des licenciements ne viendra pas des Etats généraux d'Estrosi-Sarkozy. Il est nécessaire de se regrouper autour d'une exigence vitale et urgente de la seule exigence qui vaille : unité pour l'interdiction des licenciements.* »

Au fur et à mesure qu'elles se tiennent les conférences départementales répondent favorablement à la proposition d'une initiative nationale le 28 novembre afin de faire grandir le combat pour l'unité, pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Ce sera une étape.

Nous appelons à la tenue d'un premier rassemblement national le samedi 28 novembre à 14h30 devant l'Assemblée Nationale. Au cours de ce rassemblement, des délégations de centaines d'entreprises seront présentes. Des militants de toutes tendances s'exprimeront. Une force se rassemblera pour dire nous n'acceptons pas la division des rangs ouvriers. Nous refusons les Etats généraux de Sarkozy. C'est un piège. Nous allons faire grandir, en nous organisant, l'exigence de l'unité pour l'interdiction des licenciements.

Avec nos banderoles, les pancartes de nos groupements dans les entreprises, dans la diversité de nos points de vue et de nos engagements, rassemblons-nous devant l'Assemblée nationale.

D'où viennent les conférences départementales ?

. **7 décembre 2008**, à Limeil-Brevannes (94) : une conférence nationale de délégués réunie à l'initiative du POI lance un appel à l'unité des partis se réclamant du mouvement ouvrier pour l'organisation d'une marche unie pour l'interdiction des licenciements.

. **Au cours du premier trimestre 2009**, 40 000 travailleurs, jeunes et militants de toutes tendances se prononcent pour cette marche unie.

Des comités commencent à se constituer sur cet objectif.

. **Le 29 mars 2009**, la tribune d'un meeting de Marseille, composée de militants du PCF, du POI, du MRC, du PG et de syndicalistes, lance un appel à la tenue d'une deuxième conférence nationale pour l'unité.

. **Les 15 et 16 mai 2009**, à Puteaux (92), 372 délégués mandatés par les comités, militants du POI, du PCF, du PS, du PG et du NPA, appellent à élargir à tout le pays les comités pour l'unité pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.

. **Le 27 juin 2009**, des ouvriers de 20 entreprises réunis à Echirolles (38) s'adressent aux partis pour qu'ils répondent enfin et convoquent la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Ils appellent à la tenue d'une rencontre nationale de délégués ouvriers le 5 septembre à Paris. 70 000 signatures ont été rassemblées.

. **Le 5 septembre 2009**, 148 délégués de 60 entreprises se rassemblent à Puteaux, et, au terme de leurs discussions, adoptent un appel à la tenue dans tout le pays de conférences départementales préparatoires à un premier rassemblement vers la marche unie pour l'interdiction des licenciements le samedi 28 novembre à Paris.

. **Octobre 2009**, 52 conférences départementales sont programmées (dont certaines se sont déjà tenues).